

L'élimination de la faim dans le monde est aujourd'hui plus que jamais au premier rang des priorités internationales. Les articles de ce dossier présentent divers aspects du problème alimentaire mondial, proposent certaines solutions et décrivent des projets en cours susceptibles de contribuer à l'accroissement des réserves alimentaires.

DOSSIER:
ALIMENTATION:



Stimulants économiques, piliers du progrès agricole

par W. David Hopper

Il n'existait aucune stratégie globale de lutte contre la faim lorsque la Conférence mondiale sur l'alimentation a été tenue en 1974. Aujourd'hui, la situation est la même. Et, à l'occasion de la conférence commémorative annuelle J.S. McLean prononcée à l'Université de Guelph, M. W. David Hopper, président du CRDI, soulignait qu'aucun effort n'a été déployé pour en mettre au point.

Pourtant, affirmait-il, cela se fait dans divers domaines tels que l'énergie nucléaire, l'environnement, l'éradication de la variole et les questions monétaires; alors, pourquoi ne serait-il pas possible d'en élaborer une pour résoudre les problèmes alimentaires mondiaux?

Selon M. Hopper, le développement agricole repose sur un trépied: la technologie agricole, les motivations économiques et les structures d'approvisionnement et de marché. Il nous livre ci-dessous, ses réflexions sur les motivations économiques susceptibles d'encourager les fermiers à adopter des techniques agricoles améliorées.

Les motivations économiques constituent le deuxième pilier du progrès agricole en ce qu'elles incitent les fermiers des pays en voie de développement à adopter de nouvelles méthodes culturales. Toute politique économique visant à développer le secteur agricole relève, bien entendu, de la

décision souveraine de chaque nation. Il faut cependant se rendre à l'évidence: très rares sont les pays en voie de développement qui ont réussi à mettre en oeuvre des politiques de nature à encourager l'innovation et la modernisation de leur agriculture.

La popularité des variétés à haut rendement dans plusieurs parties d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique apporte aux plus incrédules la preuve que les paysans sont disposés à évoluer lorsqu'ils peuvent compter sur des cours et des marges de profit intéressants, ce qui est rarement le cas. La conjoncture économique favorable qui a suscité, vers la fin des années 60, ce qu'on a appelé la "Révolution verte", résultait de la conjonction de prix hautement rémunérateurs pour les produits agricoles et très bas pour les engrais, l'eau d'irrigation et les autres facteurs de production. Le rapport avantageux entre les prix d'achat et de vente incitait fortement les agriculteurs à exploiter au maximum leurs terres. C'est grâce — si l'on peut dire — à plusieurs années de mauvaises récoltes provoquées par des intempéries que ce système de stimulants a connu un peu de succès. Succès malheureusement éphémère, car une fois les greniers remplis, les stimulants économiques sont retombés dans l'oubli et les gouvernements ont de nouveau axé leur politique agricole sur l'approvisionnement à bon compte des villes.

Il est presque certain que, même si de nouvelles variétés de blé et de riz à haut rendement n'avaient pas permis de déclencher une révolution verte, la production céréalière aurait pris de l'essor en Asie avec le retour des pluies, l'attrait du gain étant assez puissant pour pousser les fermiers à intensifier leurs cultures céréalières. La suppression des politiques de stimulants qui a suivi la poussée spectaculaire de la production agricole vers la fin des années 60, et qui a contribué à l'affaiblissement de cette poussée, prouve de façon catégorique que le ravitaillement en vivres des nations en voie de développement est indiscutablement tributaire de la courbe des prix et des profits. Il suffit donc d'ajouter de nouvelles possibilités techniques aux stimulants économiques pour subitement éveiller l'économie rurale traditionnelle. Il y a là de quoi troubler fortement tous ceux qui prétendent que les paysans du Tiers-Monde sont ancrés dans leur immobilisme et qu'il faudrait pour modifier sensiblement leur comportement économique ou une révolution sociale radicale ou à la rigueur plusieurs générations. Heureusement la réalité est tout autre, comme en témoignent aujourd'hui d'innombrables exemples partout dans le monde.

En toute logique, il est difficile de comprendre pourquoi, si les fermiers réagissent positivement aux stimulants économiques, les gouvernements négli-

gent de telles mesures alors que tant de pays sont aux prises avec une pénurie alimentaire aiguë. L'explication n'est pas simple. La majorité des pays en développement veulent rapidement moderniser leur société et leur économie, mais ne voient pas d'autre solution pour ce faire que l'industrialisation du pays et la création d'un secteur tertiaire lié au développement industriel urbain. Dans cette optique, le monde rural n'est que la source traditionnelle de main-d'œuvre pour l'industrie, de matières premières renouvelables pour la transformation ou l'exportation et enfin d'aliments bon marché pour un prolétariat urbain croissant; l'économie rurale n'est qu'un fournisseur de ressources, qui n'entame pas les capitaux nécessaires pour la mise en place des infrastructures des secteurs urbains ou industriels ou de tout autre secteur "moderne". De tout temps les études de développement économique ont préconisé l'exploitation de l'économie rurale pour l'établissement d'une solide économie industrielle urbaine; cette exploitation a effectivement un passé glorieux dans l'histoire industrielle des nations occidentales. Il est difficile, par ailleurs, de trouver à ce problème une solution différente dans un monde où, d'une part, l'aide extérieure est pratiquement insignifiante par rapport aux besoins et, d'autre part, les pays qui viennent d'accéder à leur indépendance doivent donner suite aux espoirs matériels de leurs populations qui exigent vigoureusement la création d'un secteur industriel national, dans lequel elles voient tant une nouvelle source d'emplois non agricoles qu'une source intarissable de biens de consommation.

Et si le développement économique d'un pays doit se fonder sur l'exploitation du secteur rural et agricole, il n'est guère surprenant que les pays du Tiers-Monde fassent si peu de cas, dans leurs plans et leurs programmes, de l'investissement dans ce secteur et des politiques destinées à stimuler la productivité des fermes. Il est vrai qu'une part des plans nationaux de développement économique tient compte de l'importance de l'agriculture et du secteur rural — aucun politicien ne pouvant ignorer les 60 à 80 p. 100 de la population qui vivent et travaillent dans les campagnes. Mais si le développement rural et agricole occupe sur le papier la troisième ou quatrième place, et bien que les gouvernants insistent toujours minutieusement sur la

nécessité d'y consacrer toutes les ressources de la nation, cet impératif est relégué, dans la pratique, au tout dernier rang bien loin derrière l'énergie, les ports, les aciéries, le développement urbain et les nombreux autres secteurs d'activité d'un Etat "moderne".

Après 30 ans consacrés à leur édification, les pays nouveaux ne peuvent que constater l'échec de leurs programmes agricoles, qui ne sont pas arrivés à satisfaire, de manière sûre et en quantité suffisante, les besoins fondamentaux de la population. Une stratégie de développement fondée sur l'exploitation du secteur rural, "traditionnellement" pauvre, n'a en fait produit que des nations pauvres. Le surplus dérivé de l'agriculture n'a jamais suffi — loin s'en faut — à financer la modernisation que le pays souhaitait. La faillite de cette stratégie est inscrite dans les sombres prévisions concernant la production alimentaire mondiale pour les 25 prochaines années. Mais il est douteux que cette politique change, et de fait, dans le cadre actuel de l'économie pauvre des pays en développement, elle ne peut changer, à moins que les nations industrialisées ne fassent preuve de plus de fermeté que dans le passé en affectant une plus grande part de leur aide au service de la modernisation agricole des pays du Tiers-Monde, et n'exercent une plus forte pression sur ces derniers pour les amener à élaborer et à mettre en pratique des politiques susceptibles d'encourager et de récompenser les efforts de modernisation de l'agriculture.

Cette volonté des gouvernements des pays en développement de sacrifier leur propre paysannerie au développement national est confirmée par l'histoire de l'aide alimentaire, dans laquelle le Canada a joué — et continue à jouer — un rôle de tout premier ordre. En résumé, l'aide alimentaire du Canada, c'est-à-dire les denrées achetées au Canada, payées par l'ACDI et expédiées dans les pays en développement, a augmenté de plus de 19 p. 100 par an depuis 1970 pour atteindre en 1976 environ 220 millions de dollars, soit presque le quart des fonds que l'ACDI consacre à l'aide internationale.

Diriger des secours alimentaires vers des pays et des régions frappés par la famine est une action à la fois nécessaire et louable. Les nations pauvres, si souvent exposées aux malheurs et désarmées devant les fléaux qui les affligent, ne peuvent que se sentir réconfortées à l'idée même qu'il existe de tels secours. Et l'attitude de certains gouvernements qui, avec une inconscience totale, profitent de cette assurance pour ralentir leur propre développement agricole, ne doit pas ébranler la détermination de tous ceux qui vivent dans l'abondance à donner sans compter à tous ceux que tragédies et catastrophes plongent dans le besoin. Estimons-nous heureux d'être en mesure de le faire et puissions-nous rester capables de le faire!

Cependant, l'aide alimentaire du Canada n'est pas limitée aux cas d'urgence. Une partie est destinée aux pays les plus pauvres au titre de l'aide économique générale. Les gouvernements bénéficiaires reçoivent des céréales qu'ils vendent sur les marchés locaux à leurs ressortissants, le profit de ces ventes allant grossir le Trésor public ou servant à financer des projets définis au préalable par le Canada et le pays destinataire. Que des surplus — je dis bien surplus — agricoles canadiens soient utilisés comme instruments de l'aide extérieure à la modernisation de pays pauvres, voilà qui semble, à prime abord, un arrangement des plus rationnels. Mais qui assume le coût réel de ce transfert? Qui paye la facture? Car le pain n'est gratuit nulle part. D'abord, le contribuable canadien qui achète le blé. Ensuite, le consommateur canadien qui achète cette denrée plus cher, la demande de l'ACDI provoquant une hausse des prix intérieurs. Enfin, et c'est le plus important pour mon propos, l'agriculteur du pays récipiendaire qui voit les coûts de son produit baisser à cause de l'offre extérieure, ce qui n'est certes pas pour l'inciter à la modernisation. La répartition des profits est également intéressante: ils se traduisent par des prix élevés pour le fermier canadien, des prix réduits pour le consommateur urbain du pays bénéficiaire et par des revenus provenant de la vente des céréales pour celui-ci. Dans la logique d'une politique d'exploitation du monde rural comme moyen de développement, l'aide alimentaire favorise donc le consommateur urbain en diminuant les revenus du fermier et en sapant les encouragements à la production agricole locale. Selon moi, l'assistance économique générale que nous offrons sous forme d'aide alimentaire comporte une menace à la constitution d'une agriculture viable dans les pays en développement.

Les stimulants économiques dont devraient bénéficier ceux sur les épaules desquels reposent l'approvisionnement alimentaire et le progrès agricole constituent une zone très négligée dans la stratégie générale d'expansion de la production alimentaire globale. Ils devront à l'avenir faire l'objet d'une attention particulière, et le Canada, pays d'abondance, devra veiller à ce que ses actions, aussi bien intentionnées et généreuses soient-elles, ne viennent pas entamer ou annihiler la dynamique de l'innovation et du développement. □

La Faculté d'agro-économie et d'éducation permanente du Collège agricole de l'Ontario, Université de Guelph, est l'hôte de la conférence commémorative annuelle J.S. McLean. La conférence de M. Hopper a été publiée dans la collection de monographies du CRDI sous le titre Canada's Role in World Agricultural Development (CRDI-085e); on peut se procurer cette brochure sur demande à la Division des publications du CRDI.